

Retour sur le 35ème Congrès international du CIRIEC – Montréal 2026

Crédit photos du 35ème Congrès international du CIRIEC – Montréal 2026 : Thierry du Bois I Photographe.

Placé sous le mot d'ordre « prendre soin du monde, la contribution essentielle de l'économie sociale et des entreprises publiques », le congrès a réuni plus de 300 participants et plus de 70 intervenants et intervenantes d'une grande diversité d'origine, géographique (venant des deux Amériques, d'Afrique, d'Europe, …) d'âge, de genre (sans toutefois atteindre la parité, …), de statut (chercheurs, acteurs de l'ESS, représentants d'institutions publiques, financières, …), autour de cette thématique structurante en phase avec l'identité du CIRIEC international : la coopération entre Etat et institutions publiques, notamment financières, acteurs et structures de l'ESS (dont les contours et formes sont largement tributaires des cultures nationales), chercheurs et scientifiques et, enfin, société civile.

Ce congrès s'est ouvert sur un diagnostic de l'état du monde, des menaces et défis que l'humanité doit relever, qu'il s'agisse des tensions géopolitiques et des risques de guerre qui s'accroissent, des conditions d'habitabilité de la planète remises en cause par le changement climatique ou des profondes fractures - sociales, démocratiques - causées, au sein de nos sociétés, par l'hégémonie mondiale du néo-libéralisme et d'un capitalisme financier internationalisé de plus en plus agressif, remettant en cause aussi bien les fondements de l'Etat social, la sécurité sociale, les services publics que les formes de travail salarié, fractures qu'amplifient les « progrès » (?) de l'intelligence artificielle.



Ainsi, **Alain Arnaud**, président d'honneur du CIRIEC International fait une présentation de l'état du monde, soulignant combien nous avons à redresser la trajectoire du monde actuel, en perdition et à redonner un sens plus social et plus solidaire pour défendre notre idéal démocratique, face à « un mythomane affairiste » au sud du Canada, « un ancien agent des services secrets soviétiques, devenu dictateur par les urnes » à l'Est de l'Europe, « des barbus moyenâgeux » au Moyen-Orient, qui voudraient imposer la charia partout dans le monde, « un autocrate particulièrement rusé » en Asie, « bien d'autres autocrates et dirigeants farfelus » sur tous les continents.

Tous les intervenants de la séance d'ouverture soulignent la nécessité que ce congrès nous permette d'apporter notre pierre à l'édifice pour « prendre soin du monde », **Marc Picard**[1] soulignant que « ce qui distingue les sociétés est leur capacité à parler ensemble » et que les valeurs et principes de l'Économie sociale en lien avec les politiques publiques puissent être le soutènement d'une véritable politique qui contribue à redresser notre monde en déséquilibre.





Jerôme Dupras, scientifique en chef du Québec, dans son intervention sur « la science au cœur de l'avenir du Québec » a ouvert les portes d'une meilleure connaissance des tenants et aboutissants d'une véritable politique d'innovation dans l'économie du Québec. Pour lui, la recherche permet des prises de décision publique et de lancer des mandats pour que la science devienne un indicateur et une aide à la décision publique. Il souligne l'importance du triptyque « Mesurer, Comprendre, Agir » au cœur de la démarche scientifique qui peut aider à construire des solutions. Le rapport « perturbations à l'horizon » est éclairant à ce sujet[2]. Pour faire face à ces défis, pas moins de seize tables-rondes ou conférences ont été organisées, portant sur une large palette de sujets : résilience des structures publiques et sociales ; économie circulaire ; financements solidaires ; stratégies d'entreprise, durabilité et ESG ; gouvernance démocratique et participation citoyenne ; « care » et féminisme ; impacts des politiques publiques sur l'ESS ; transformation sociale, travail et formation ; rôles et place de la culture, du logement ; intelligence artificielle responsable, sont quelques-uns des sujets traités auxquels il faut ajouter de courtes et dynamiques présentations de travaux de recherche par de jeunes chercheurs ou chercheuses, pour le coup, principalement québécois ou québécoises.

S'il est impossible de retracer l'ensemble de ces riches échanges, quelques lignes de force peuvent être notées qui soulignent l'actualité de l'économie collective, caractérisée par la proximité, la non-lucrativité, la réponse à des besoins sociaux essentiels (santé, handicap, enfance, accès à l'emploi), voire l'adaptabilité, l'ensemble des crises systémiques actuelles ne pouvant être résolues par le marché mais par des démarches associant le « haut », l'Etat et le « bas » , la société civile et ses acteurs, articulant un indispensable ancrage territorial et une gouvernance économique globale où l'Etat doit assurer ses fonctions de régulation, de prévention et de gestion des crises. La situation est, néanmoins, loin d'être uniforme, ce qu'ont montré les intervenants.

En Belgique, marquée par la cogestion de la Sécurité sociale, l'ESS apparait comme un contre-pouvoir, un acteur intermédiaire, un vecteur d'innovation sociale (**Jean-Pascal Labille**[3]) et la mutualité, en défendant les droits sociaux, s'oppose aux dérives du capitalisme.

Jean-Pascal Labille considère que les corps intermédiaires entre



---

1 Marc Picard : président du CIRIEC Canada

2 https://horizons.service.canada.ca/fr/2024/perturbations/index.shtml

3 Jean-Pascal Labille : secrétaire général de l'Union nationale des Mutualités soc

l'État et le marché sont des acteurs d'innovation sociale. Par rapport aux crises actuelles, la crise démocratique, la crise sociale, la crise écologique, la crise économique, l'intelligence artificielle, il existe un mouvement capitaliste montant et dangereux. « Le modèle mutuelliste est un modèle antagoniste au modèle néo libéral ; l'ESS est une économie réelle, face à l'état qui devrait réguler (fixer les règles du jeu), prévenir (déterminants non médicaux), juguler les grandes crises ».

En Colombie (**Juan Fernando Álvarez**[4], **José Pablo Puzino**[5]) et plus largement en Amérique latine, le secteur coopératif, né des crises (1929, …) et soutenu par les gouvernements autoritaires, occupe souvent une place importante dans l'économie nationale mais souffre d'une absence de reconnaissance institutionnelle et de cohésion interne, et est souvent en conflit avec l'économie paysanne, elle-même peu présente sur le marché et plus tournée vers l'autosubsistance.

Au Mexique (**David Barkin**[6]), de nouveaux communs « territoires de vie » émergent s'appuyant sur les « anciens communs », fondés sur les traditions des peuples autochtones au profit d'une « économie écologique radicale », intégrant les innovations scientifiques et technologiques et transformant les conditions de la vie sociale, impliquant chacun, éradiquant chômage et exclusion.

L'ESS est aussi un moteur de la résilience. Ainsi, à la « faveur » de la guerre en Ukraine, son agriculture s'est transformée et les petites coopératives sont maintenant devenues la norme, nourrissent la population et contribuent, de façon majoritaire, aux exportations agricoles (**Sofiya Burtak**[7]) !



De façon moins dramatique, pour **Pascal Michard** (AEMA), la résilience comporte une dimension normative passant par la quantification des risques, mais repose surtout sur une dimension stratégique qui impose l'obligation de se transformer et de mettre en avant le lien humain pour passer de la réparation à la prévention, garantir durablement l'assurabilité des risques et protéger les adhérents.

Pour le mouvement Desjardins (**Jimmy Jean**[8]), la résilience présente également une dimension financière car elle est la capacité à faire face aux chocs des crises à l'heure où les besoins en investissements sont majeurs mais où leur financement se heurte à la concurrence des besoins de l'IA et à la chute des marges de manœuvre des Etat.

Enfin, **Benoit Hamon**[9] nous interroge sur les propositions que nous pourrions faire pour la défense de la planète et la crise économique : Quelle action concernant la transition



4 Juan Fernando Alvarez : Président du Comité Scientifique - Ciriec Colombia

5 José Pablo Puzino : Président de IAIES – CIRIEC-Argentine

6 David Barkin : Chercheur à l'Institut pour la prospérité durable et professeur émérite d'économie à l'Universidad Autónoma Metropolitana de Mexico

7 Sofiya Burtak : Présidente de la Rural Women Business Network (RWBN), association ukrainienne

8 Jimmy Jean : Vice-président, économiste en chef et stratège pour le Mouvement Desjardins

9 Benoit Hamon : Président d'ESS France (la Chambre française de l'économie sociale et solidaire)

démographique ? Quelle alternative dans la révolution digitale ? Pour lui, c'est la fin de l'hégémonie occidentale qui fait que tout ne se décide pas dans le cadre de l'économie traditionnelle. La principale cause de tout cela est le capitalisme prédateur. Il y a une sécession des élites contre le vivant. Nous devons donc démontrer en quoi plus d'économie sociale peut permettre d'évoluer. Il considère qu'il faut réserver certains secteurs à l'ESS (petite enfance, communs, santé, …) et que les acteurs de l'ESS privilégient les acteurs de l'ESS dans les relations commerciales. Il conclut en disant que « l'état est dysfonctionnel car en même temps que le gouvernement affaiblit l'ESS, il laisse se développer des inégalités comme ce que l'on peut voir avec les grands groupes financiers » ou lorsque le Ministère de la Défense vient voir ESS France pour la capacité de résilience de l'ESS face aux dangers géopolitiques.



Au travers de ces différente interventions, il ressort que des changements sont nécessaires, une analyse et une approche politiques paraissent à nombre d'acteurs un passage indispensable. Ainsi, si la reconnaissance institutionnelle de l'ESS progresse, qu'il s'agisse de son champ, de son apport à l'économie ou de sa contribution aux politiques publiques, en ces temps de reculs violents, il est nécessaire de renforcer la vision transversale, et non plus sectorielle, de transformations et d'innovations sociale, économique et écologique que porte l'ESS, de faire valoir sa place dans les politiques publiques, de passer des pactes, dans les territoires mais aussi à tous les niveaux de l'action publique, entre l'ESS et l'Etat qui, de son côté, doit en reconnaitre le potentiel transformateur, via la négociation et non la subordination. L'ESS doit s'affirmer « politique » sans être partisane, autonome pour être un partenaire et non un obligé. Cela implique de renouveler le combat politique au profit de biens communs (sécurité sociale élargie, santé, logement, …), d'inventer de nouvelles formes de financement, de rechercher de nouvelles alliances avec les services publics, les media, les universités qui tous sont l'objet d'attaques frontales, de clarifier les lignes de fractures pour offrir une alternative de gestion démocratique des besoins à la société du chaos (**JP Labille**) et de violence actuelle.



En illustration de ces phénomènes de crise, **Julia Cagé**[10], dans sa conférence finale, présenta son analyse de la crise de la presse, prise en étau entre les réseaux sociaux, la baisse de ses financements, l'emprise de quelques oligarques, les conséquences en termes de désinformation, de disparition du pluralisme et d'impact sur la démocratie. Pour répondre à cette crise, l'autrice propose un projet de nouveau statut de « société de

[10] Julia Cagé : enseignante-chercheuse et économiste française - Professeure permanente en économie à l'Institut d'études politiques de Paris

media à but non lucratif », hybride entre la fondation (qui peut être détenue par un petit nombre de donateurs) et la société par actions, ouvrant la voie à la participation des salariés et des lecteurs, les apports des uns et des autres étant pondérés pour éviter la confiscation du pouvoir.



Pour finir, **Gérald Larose**[11] tira les conclusions de ce congrès, notamment autour de cinq axes stratégiques adressés principalement aux acteurs de l'ESS : « être à l'affût des innovations sociales collectives locales, nationales et internationales », dans tous les domaines ; « élargir les espaces de créativité pour être en mesure d'ajuster ses stratégies et de développer des outils toujours plus adéquats et performants» ; « être encore plus présente aux mouvements de jeunesse » ; « traduire en feuille de route les principales propositions du présent 35ème congrès et s'engager à participer à son déploiement et à son suivi » ; enfin, « que tous les acteurs de l'économie sociale et solidaire par leurs paroles, demeurent des aiguillons crédibles questionnant la légitimité de l'idéologie capitalo-économiciste, par leurs engagements remettent en question la pertinence du modèle productiviste-consumériste insoutenable et par leurs actions, fassent la preuve qu'un modèle alternatif existe ».

Enfin, en parallèle de l'organisation du congrès, s'est tenue **l'assemblée générale du CIRIEC International** au cours de laquelle ses instances de gouvernance ont été renouvelées.



Ainsi, Marc Picard (président du CIRIEC Canada) est élu président du CIRIEC international pour deux ans renouvelables. Il succède à Bernard Thiry qui devient Trésorier (CIRIEC-Belgique). Les Présidents d'honneur sont Léopold Beaulieu (CIRIEC Canada), Alain Arnaud (CIRIEC France), José Luis Monzon (CIRIEC Espagne). Trois vice-présidents ont également été élus : Erich Haider, (directeur général, Linz AG - Vice-Président du CIRIEC-Autriche), Adoración Mozas Moral (Président du CIRIEC-Espagne - Professeure, Université de Jaén-, José Pablo Puzino (Président de IAIES – CIRIEC-Argentine) et chaque section est représentée par deux membres maximum à parité.

---

[11] Gérald Larose : travailleur social[], syndicaliste et professeur québécois

Au terme de ces trois jours, nous avons pu mesurer les travaux à mener pour tenter de « prendre soin du monde » et nous aurons sans doute à vérifier la capacité de l'économie collective à participer à un changement nécessaire mais qui se confrontera, sans aucun doute, à de nombreux obstacles dans un contexte où prédomine une économie prédatrice basée sur des valeurs d'individualisme.

Rappel du programme : ICI